

[Text]

I will tell you a brief story about dollars, and these figures are approximate. Had my good friend George Watts been here, he could have given you the exact figures. When the Penner Report came out, the Department of Indian Affairs said it had bureaucrats in the neighbourhood of 12,000 person-years. Now it says it has 7,000, and the logical jump *ipso facto* is that it has trimmed its bureaucracy by 5,000 person-years. That sounds good, and it is all on the assumption that it is transferring authority to Indians, which is the biggest lie that has been perpetrated by these mealy-mouthed bureaucrats for as long as I can remember. If, in fact, 12,000 civil servants has decreased to 7,000 civil servants, yet the budget has gone up, what happened? Where did they go? Did they just disappear?

I will tell you what happened to them—and I was told this by senior bureaucrats within the department. People are taking early retirement, but at the very same time, in the very same office, they are hired as contract employees. So they are not person-years, they are actually contract employees. In all probability, when you add up the person-years with the contract employees you actually have an increase. That is why the budget is going up. It is not increasing because money is being transferred to local authorities in Indian communities. Not at all. In fact, the bureaucracy is gobbling up more and more.

Senator, think about it this way: The Department of Indian Affairs has buildings all across the country. There is a huge building in Hull, as you know. Think of what it costs to run those buildings. We know what it costs to run those buildings. Think of what it costs to have bureaucrats romping here and there. British Columbia is a favourite destination for Ottawa bureaucrats because you can play golf year-round, you can swim and you can ski. It is paradise. I would imagine that more conferences for the Department of Indian Affairs are held in British Columbia than in any of the other province just because of the weather. I was sitting in my office in Vancouver a few days ago and going through two days of mail that my executive director had provided for me. In there were invitations to seven conferences funded by the Department of Indian Affairs. Think about that—seven national or provincial conferences funded by the Department of Indian Affairs. Think about the amount of money that is going to be spent in that manner. Why do they have the right to fund conferences with my money? Yet if you want to appear on the agenda you have to be known to senior bureaucrats and to other people—and that is assimilation. That is assimilation in its purest and most blatant form. Somebody else has the right to consult and once they have consulted with you they make decisions.

I am old enough to have participated in the 1989 consultation with regard to the new Indian Act proposed under Chrétien. I am old enough to have been involved intricately in some of those discussions. There were no discussions. The Indians sincerely and in a formal manner put forward their opinions and the department wrote what it wanted to write. It anticipated a transfer from federal to provincial authority. To me that is absolutely ridiculous.

[Traduction]

Je vais vous raconter une brève anecdote au sujet d'argent et mes chiffres sont approximatifs. Si mon bon ami George Watts avait été ici, il aurait pu vous donner les chiffres exacts. Au moment de la publication du rapport Penner, le ministère des Affaires indiennes a déclaré avoir un effectif fonctionnaire d'environ 12 000 années-personnes. Il prétend maintenant en avoir 7 000 et l'on en conclut logiquement qu'il a réduit son effectif de 5 000 années-personnes. Cela semble bien beau et tout repose sur l'hypothèse selon laquelle il transfère des pouvoirs aux Indiens. C'est le mensonge le plus éhonté que j'aie jamais entendu proférer par ces bureaucrates à la langue fourchue. Si le nombre de fonctionnaires est vraiment passé de 12 000 à 7 000, pendant que le budget augmentait, que c'est-il passé? Où sont passés ces gens? Sont-ils tout simplement disparus?

Je vais vous dire ce qui leur est arrivé, et cela m'a été révélé par de hauts fonctionnaires du Ministère. Des gens prennent une retraite anticipée pour se faire embaucher comme contractuels dans le même bureau. Ils ne représentent donc plus des années-personnes, car ils sont devenus contractuels. Si vous faites le total des années-personnes et des contractuels, vous arriverez en toute probabilité à une augmentation. Voilà pourquoi le budget augmente. Ce n'est pas parce qu'on transfère de l'argent aux autorités locales des communautés indiennes, pas du tout. La bureaucratie en engloutit en fait de plus en plus.

Dites-vous bien ceci, sénateur: le ministère des Affaires indiennes possède des édifices partout à travers le pays. Il y en a un énorme à Hull, comme vous le savez très bien. Pensez à ce qu'il en coûte pour faire fonctionner ces bâtiments. Nous savons ce qu'il en coûte. Pensez à ce qu'il en coûte pour permettre à des fonctionnaires d'aller se balader un peu partout. La Colombie-Britannique est une destination privilégiée des fonctionnaires d'Ottawa parce qu'on peut y pratiquer le golf, la natation et le ski à l'année longue. C'est le paradis. J'imagine que l'on tient plus de conférences pour le ministère des Affaires indiennes en Colombie-Britannique que dans toute autre province, tout simplement à cause de la température. Dans mon bureau de Vancouver il y a quelques jours, je parcourais mon courrier de deux jours que m'avait remis mon directeur général. J'y ai trouvé des invitations à sept conférences financées par le ministère des Affaires indiennes. Pensez-y bien: sept conférences nationales ou provinciales financées par le ministère des Affaires indiennes. Pensez aux sommes qu'on dépensera ainsi. Pourquoi les fonctionnaires ont-ils le droit d'organiser des conférences avec mon argent? Pour faire inscrire des questions à l'ordre du jour, il faut être connu des hauts fonctionnaires et d'autres intervenants—et ça, c'est de l'assimilation dans sa forme la plus pure et la plus flagrante. Quelqu'un d'autre a le droit de consulter et lorsqu'on vous a consulté, on prend des décisions.

Je suis assez vieux pour avoir participé à la consultation de 1989 au sujet de la nouvelle Loi sur les Indiens proposée sous le régime Chrétien. Je suis assez vieux pour avoir participé de près à certaines de ces discussions. Il n'y a pas eu de discussion. Les Indiens ont présenté sincèrement et officiellement leur position et le Ministère a écrit ce qu'il voulait bien écrire. Il prévoyait un transfert de pouvoirs du fédéral aux provinces, ce qui est tout à fait ridicule.